



Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Corrèze

6 rue Souham

19033 Tulle Cedex

**Cahier des Clauses Administratives et
Techniques Particulières
(C. C. A. T. P.)**

Accord Cadre à Bons de Commandes

Mise à disposition d'agents de sécurité

Marché n° 0002-2025

Date limite de remise des offres

le 29/04/2025 à 15 heures

Table des matières

PREAMBULE	4
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT	4
ARTICLE 3 – SOUS-TRAITANCE	4
ARTICLE 4 - PARTIES CONTRACTANTES	5
ARTICLE 5 - PROCEDURE	5
ARTICLE 6 - FORME DU MARCHÉ	5
ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHÉ	6
ARTICLE 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 9 - MODALITES D’EXECUTION	6
ARTICLE 10 – INTERLOCUTEUR PRIVILEGIE	6
ARTICLE 11 - DOSSIER TECHNIQUE	7
1. <i>Le personnel</i>	7
2. <i>les missions ponctuelles</i> :	7
3. <i>les missions régulières</i> :	7
4. <i>Fonctions et activités</i>	7
5. <i>Discipline, comportement</i>	8
6. <i>La tenue</i>	8
ARTICLE 12 – SECURITE DES PERSONNES	8
ARTICLE 13 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX	9
<i>Clause de sauvegarde</i>	9
ARTICLE 14 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE	9
ARTICLE 15 - ASSURANCES ET PIECES A FOURNIR TOUS LES ANS	10
ARTICLE 16 - PENALITES	10
ARTICLE 17 : CLAUSE DE REEXAMEN	11
ARTICLE 18 – RESILIATION	12
ARTICLE 19 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE	12
ARTICLE 21 – DEROGATION AU CCAG	13
ARTICLE 19 - CONTESTATIONS	13

PREAMBULE

Le présent marché est soumis :

- à l'Arrêté du 19 juin 2018 portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale,
- à l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- au le Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique
- au Décret n° 2019-259 du 29 mars 2019 portant modification de diverses dispositions codifiées dans la partie réglementaire du code de la commande publique

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations portent sur la mise à disposition d'agents chargés de la sécurité du public, du personnel, des sites, biens ou événements organisés, de la CPAM de la Corrèze (si après également dénommé l'acheteur ou l'organisme) sur l'ensemble du département de la Corrèze.

CPV : - 7970000-4 Service de sécurité
- 79713000-5 Services de gardiennage
- 79714000-2 Services de surveillance

ARTICLE 2 - ALLOTISSEMENT

Le marché est composé d'un lot unique par nécessité de cohérence et unité de gestion.

ARTICLE 3 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire pourra en cours de marché et après acceptation expresse de la CPAM, sous-traiter une partie des prestations pour faire face à des difficultés de mise à disposition de personnel.

Le titulaire devra joindre à sa demande d'acceptation :

- l'acte spéciale DC4,
- les pièces mentionnées aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et le cas échéant L. 2141-7 à L. 2141-11 du Code de la commande publique concernant les interdictions de soumissionner,
- une attestation d'assurance en cours de validité, correspondant aux garanties demandées dans le cadre du présent marché,
- les certificats de qualifications exigées des agents affectés au marché (Cf. Article 11,)
- un extrait d'inscription au registre de la profession ou au registre du commerce et des sociétés,
- L'agrément préfectoral pour l'exercice de l'activité professionnelle de sécurité privée,
- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France,
- un acte de confidentialité (CF Article 20 ou à demander à la CPAM),
- l'annexe Attestation de régularité administrative.

L'acceptation par le maître d'ouvrage d'un sous-traitant ainsi que l'agrément des conditions de paiement sera constatée par un acte spécial contenant tous les renseignements mentionnés aux articles R. 2193-1 et suivants du Code de la commande publique et à l'article 3.6.1 du CCAG-

Travaux (DC4) signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et par l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées et de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur.

Tout manquement dans l'exécution du marché, désordre, toute non-conformité, toute sanction définie par le cahier des charges sera applicable exclusivement à l'entreprise principale, seule entité ayant un lien contractuel avec le maître de l'ouvrage.

Le Pouvoir adjudicateur paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations sous-traitées est égale ou supérieure à 600 € TTC

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite

La sous-traitance indirecte est interdite

ARTICLE 4 - PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont:

D'une part:

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Corrèze, désignée dans le présent CCATP par l'expression "l'organisme", représentée par le Directeur.

Le pouvoir adjudicateur est le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Corrèze.

Le Comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Corrèze.

D'autre part :

L'entreprise titulaire du marché, désignée par l'expression "le titulaire".

ARTICLE 5 - PROCEDURE

La présente consultation est passée selon appel d'offre ouvert, articles L. 2124-2 et R. 2122-2-1 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 6 - FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un accord-cadre de prestation de services composé, relevant du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Conformément aux dispositions des articles du Code de la Commande Publique, il s'agit d'un accord cadre mono attributaire (L.2125-1), fixant toutes les stipulations contractuelles et donnant lieu à l'émission de bons de commande (R.2162-2; R.2162-13 et 14), conclu avec un montant maximum annuel de 110 000 euros TTC soit 91 666.66 euros HT, (R.2162-4).

ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est, passé pour une période d'un an à compter du 01/07/2025 renouvelable annuellement par tacite reconduction, sans toutefois que la durée totale ne puisse excéder 4 ans

Le titulaire ne peut refuser la reconduction et n'a droit à aucune indemnité en cas de non reconduction.

Il peut y être mis fin au bout d'un an et à chaque période annuelle, à charge pour la partie qui en prendra l'initiative d'en informer l'autre, par lettre recommandée avec accusé de réception, 1 mois au moins avant la fin de l'expiration de la période.

La notification du marché vaut ordre de service.

ARTICLE 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante et dont les exemplaires conservés par la CPAM font seule foi :

- l'Acte d'Engagement,
- Le Bordereau des prix Unitaire
- L'Annexe Cadre Réponse
- le présent C.C.A.T.P,
- le Règlement de Consultation,
- l'Annexe Attestation de régularité administrative
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux accords-cadres publics de services (CCAG – Fournitures Courantes et Services). Ce document d'ordre général n'est pas joint matériellement à l'accord-cadre, mais il est téléchargeable sur le site de <http://www.legifrance.gouv.fr>. Les candidats déclarent expressément le connaître, s'y référer et l'accepter. Il est applicable pour tout ce à quoi il n'est pas formellement dérogé par le présent CCAP.

ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION

Le marché débute dès la notification de l'accord-cadre. Les prestations feront l'objet de bons de commande matérialisés par l'envoi d'un mail avec accusé de lecture fixant la date, la nature, le lieu et la durée des prestations, mail adressé à l'interlocuteur privilégié défini à l'article 3 de l'Acte d'Engagement (A.E.)

Si, en cours d'exécution, il s'avère nécessaire de modifier les termes d'un bon de commande, l'accord des parties sur les modifications à apporter est concrétisé par un simple échange écrit (courriel ou courrier).

ARTICLE 10 – INTERLOCUTEUR PRIVILEGIE

Dès la notification du contrat, le titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'organisme un ou deux interlocuteur(s) privilégié(s) habilité(s) à le représenter tout au long de l'exécution du contrat, à en assurer le suivi et la bonne exécution.

Le nom et les coordonnées de cette/ces personne(s) mail, téléphones sont indiqués à l'article 3 de l'Acte d'Engagement (A.E.)

ARTICLE 11 - DOSSIER TECHNIQUE

1. **Le personnel**

Qualifications exigées des agents :

- SSIAP 1 (1)
- CQP APS (2)
- SST (1)

(1) à jour dans les recyclages

(2) titulaire de la carte professionnelle

2. **Les missions ponctuelles :**

Les missions ponctuelles pourront notamment concerner la sécurité des locaux, de biens, d'événements organisés par la CPAM, grâce à la présence d'un agent ou la mise en place de rondes

Les bons de commande spécifiques pourront être transmis le jour même par mail avec un délai de prévenance variable selon le degré d'urgence de la situation, ex : surveillance de locaux suite à défaillance des équipements.

3. **Les missions régulières :**

Les missions régulières concerneront la sécurité des espaces d'accueil du publique de la CPAM de la Corrèze.

Les bons de commande seront établis mensuellement par la CPAM au plus tard la veille du début des prestations.

Les plannings devront comporter les noms des agents intervenants et seront établis mensuellement par le titulaire du marché, au plus tard deux jours avant le début des prestations.

Ils pourront faire l'objet de modifications par la CPAM à tout moment selon le besoin et l'urgence de la situation rencontrée.

Ils seront transmis à la CPAM par mail aux adresses qui seront communiquées au titulaire du marché.

Le titulaire du contrat devra limiter le nombre d'agents désignés (3 au maximum), afin de faciliter le transfert des consignes par le représentant désigné de la CPAM. L'application des consignes particulières se fera sous l'autorité du Responsable Accueil du site.

Toute modification d'horaires provenant de la CPAM sera transmise par mail au titulaire.

Le titulaire devra joindre à la facture le planning réalisé du mois concerné.

4. **Fonctions et activités**

Rôles de l'agent intervenant :

- Assurer la sûreté et la sécurité des sites, protéger et sécuriser le public, le personnel et les biens de la CPAM, gérer les conflits.

- Reporter les anomalies sur un cahier de liaison et en informer le représentant désigné de la CAPM.

En plus de sa mission de sécurité, l'agent devra également :

- Contrôler les accès et les flux des personnes arrivant sur site.
- Orienter les usagés ayant rendez-vous vers l'espace conseil.

5. Discipline, comportement

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement compatible avec la vocation du site et de ses occupants.

Il est tenu à la confidentialité de toutes les informations dont il peut avoir connaissance et doit travailler dans un esprit de confiance et de partenariat avec la CPAM.

La CPAM se réserve le droit de demander au titulaire, après 2 remarques formulées par écrit à l'entreprise soient restées sans effet, le remplacement, dans un délai de deux 2 jours ouvrables, de l'agent concerné.

Les motifs ci-dessous sont des clauses d'exclusion définitive :

- Inaptitude à assurer sa mission,
- Retard et/ou non-respect des horaires,
- Mauvais comportement caractérisé, incivilité,
- Non-respect des consignes, du positionnement,
- Non-respect du règlement intérieur du site,
- Dégradation volontaire du matériel,
- Actes répréhensibles (Vol ou complicité de vol, état d'ébriété, usage de stupéfiants, détournement d'information ...)

6. La tenue

Les agents devront être équipés d'uniforme et équipements nécessaires, à savoir :

- une tenue vestimentaire identifiant clairement le rôle de la personne avec notamment l'utilisation visible du terme « SECURITE »,
- un insigne d'épaule indiquant la société,
- un porte carte professionnelle,
- un pantalon d'intervention,
- des chaussures de sécurité montantes (type rangers).

Ces équipements seront conformes aux dispositions des textes en vigueur qui régissent les activités de surveillance et de gardiennage.

Les agents étant au contact du public, leur tenue vestimentaire devra toujours être soignée. Pour ces raisons, le titulaire devra fournir un nombre d'équipement suffisant par agent et ces derniers devront être remplacés dès un usage trop important.

ARTICLE 12 – SECURITE DES PERSONNES

Un plan de prévention devra être établi avant tout commencement des prestations.

ARTICLE 13 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG-FCS, le présent marché est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m0).

Les prix sont fermes durant toute la période annuelle du marché et s'entendent tous frais inclus de toutes natures nécessaires à l'exécution complète de la mission. Il pourra être appliqué une révision des prix à la hausse comme à la baisse à l'échéance annuelle, en cas de reconduction expresse, selon la formule suivante :

$$P = P_0 \cdot (IPN / IPN_0)$$

Dans laquelle :

P = prix révisé HT de la prestation

P₀ = prix initial HT réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 soit le mois de la date limite de réception des offres.

IPN = est la valeur de l'indice de prix de production des services aux entreprises base 100-2021-Service de sécurité-Identifiant : 010766543- Valeur du dernier indice connu à la date anniversaire de notification du marché.

IPN₀ = est la valeur de l'indice de prix de production des services aux entreprises base 100-2021-Service de sécurité-Identifiant 010766543- Valeur de l'indice de référence prise au m0 (soit le mois de la date limite de réception des offres).

Le Titulaire fait parvenir chaque année sa demande de révision 30 jours avant la date de reconduction. En cas de non-respect des modalités ci-dessus, les prix sont reconduits automatiquement pour l'année suivante.

Clause de sauvegarde

Si l'augmentation par rapport au précédent prix unitaire paraît trop importante (au-delà de 5%) en regard de l'évolution de son budget d'exploitation, la CPAM peut demander au titulaire :

- De reconsidérer sa demande de révision de prix
- De surseoir à l'application de la révision des prix
- Un geste commercial, en modérant la hausse dans des propositions qui seraient en adéquation aux possibilités budgétaires de la CPAM de la Corrèze.

A défaut d'un accord entre les deux parties, la CPAM se réserve la possibilité de résilier la partie non exécutée concernée de l'accord-cadre, par lettre recommandée avec avis de réception, au maximum un mois après la date d'entrée en vigueur des nouveaux prix, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité

ARTICLE 14 - PAIEMENT - ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

Les factures afférentes aux paiements seront transmises mensuellement à terme échu par voie dématérialisée sur la plateforme CHORUS Pro au n° de Siret de la CPAM : 77799687000019 avec le code de service 0080 (obligatoire). La facturation établie par bon de commande, devra être

suffisamment détaillé pour permettre d'exercer un contrôle, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les noms et adresse du créancier,
- le numéro de l'accord cadre et la période de facturation,
- la désignation exacte de la prestation réalisée,
- Les dates de réalisation
- le montant hors TVA,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total des prestations exécutées,

Le paiement s'effectuera à terme échu par virement sous 30 jours à compter de la réception de la facture conforme à la prestation effectuée, au compte indiqué par le titulaire à l'Acte d'Engagement. En cas d'erreur dans la facturation le délai de mandatement est systématiquement suspendu

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de paiement est le Directeur de l'organisme.
Le comptable assignataire des paiements est le Directeur Comptable et Financier de l'organisme.

ARTICLE 15 - ASSURANCES ET PIECES A FOURNIR TOUS LES ANS

Le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil et garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages corporels et matériels causés par l'exécution des prestations, de même qu'il est couvert au titre des responsabilités découlant des principes dont s'inspirent les articles 1792 s. et 2270 du Code Civil.

Le titulaire s'engage à renouveler sa police d'assurance pendant toute la durée de l'accord-cadre. A cet effet, à tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur simple demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai 8 jours à compter de la réception de la demande.

De même, il s'engage à remettre à la CPAM de la Corrèze, dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la notification ou de la reconduction du contrat, l'attestation annuelle justifiant de cette souscription.

Au surplus, le titulaire remet à l'acheteur, tous les 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution, les pièces mentionnées dans l'Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique.

ARTICLE 16 - PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS :

Les pénalités encourues par le titulaire seront appliquées du simple fait de la constatation du manquement sans mise en demeure préalable. Elles sont cumulables, dues au 1^{er} euro et commencent à courir dès que le manquement est constaté.

Le montant des pénalités sera retenu par précompte sur les sommes dues au titulaire. S'il ne peut être précompté, il sera recouvré par l'émission d'un titre de recettes.

Par dérogation à l'article 14.1 CCAG/FCS, Outre le cas de force majeure (*), tous manquements relevés feront l'objet des pénalités suivantes

Défaillance de son personnel (maladie, absence...), le titulaire en assurera le remplacement dans l'heure suivant sa prise de poste après en avoir averti la CPAM. Au-delà de ce délai, la CPAM appliquera une pénalité équivalente à **100 € par demi-journée** ou un retard d'une heure ou absence complète est constaté.

Absence de consignes : En cas d'absence de transmission des consignes et/ou du trousseau par le Titulaire, ne permettant pas aux agents de sécurité d'assurer une parfaite mise en service du site aux heures prévues, entrainera une pénalité **de 50 € par jour** avec absence de consignes constaté.

Absence d'information sur le changement de personnel : 50 € par service

Cahier de liaison/Registre de sécurité non tenu : 20€/service

Qualité de la prestation Dès lors qu'une baisse dans la qualité de la prestation est constatée, le titulaire devra y remédier dans un délai de 24 heures. Si au-delà de ce délai, la prestation n'est pas revenue à la normale, le Titulaire se verra appliquer les pénalités de **50 € par jours ouvrés**.

Le Titulaire s'engage à rembourser le montant des vols ou des détériorations dues à une malveillance de son personnel soit directement, soit par l'intermédiaire d'une compagnie d'assurance avec laquelle il aura conclu une police à cet effet.

En cas de perte ou de disparition d'un badge ou de clef, une refacturation au coût réel sera imputée au titulaire.

() Le cas de force majeure sera assimilé à tous les événements exceptionnels non imputables à celui-ci, n'ayant pu être prévus, ni empêchés par lui et le mettant dans l'impossibilité absolue de remplir tout ou partie de ses engagements.*

ARTICLE 17 : CLAUSE DE REEXAMEN

Dans le respect des dispositions des articles L. 2194-1 et R 2194, si montant des prestations exécutées atteint le montant maximum annuel prévu au marché celui-ci sera reconduit de manière anticipée pour une nouvelle période d'un an sans jamais dépasser une durée totale de marché de 4 ans.

Le pouvoir adjudicateur informera le titulaire de cette reconduction anticipée par lettre recommandée. Le titulaire ne pourra refuser la reconduction.

Le montant maximum annuel prévu au marché pourra quant à lui faire l'objet d'un avenant entre les parties

ARTICLE 18 – RESILIATION

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS s'appliquent sans aucune disposition particulière.

ARTICLE 19 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE

Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit. Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,

- . les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

ARTICLE 21 – DEROGATION AU CCAG

Article du présent CCATP	Article auquel il déroge
Article 13	Article 10. du CCAG-FS
Article 16	Article 14 du CCAG-FS

ARTICLE 19 - CONTESTATIONS

En cas de discordance entre les documents contractuels et d'autres documents que le fournisseur demanderait à la Caisse de signer, compte tenu de son organisation interne, les premiers prévaudront.

A défaut de règlement amiable, relatif à la procédure, en cas de contestations relatives au déroulement de la présente consultation, l'instance chargée des procédures de recours est le

Tribunal Judiciaire de Tulle.
Adresse : 9 quai Gabriel Péri
Téléphone : 05 55 20 24 01

Fait à Tulle, le
Le pouvoir adjudicateur

LU ET APPROUVE
DATE, CACHET ET SIGNATURE
DU RESPONSABLE DE L'ENTREPRISE